

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : SPR/131-2025
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an.

Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Programme de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,3	Demande d'action corrective	30 jours
3	Norme qualité de l'air en Benzène	Code de l'environnement du 24/10/2010, article R222-1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours / 15jours
5	Teneur en benzène de la coupe C6	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article Annexe 13	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Salle de contrôle	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 8,3,1,2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
7	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4,4,9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission en flux de Benzène	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article Annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection a été menée le 07/02/2025 sur la plateforme de la Mède, suite à une plainte déposée par des salariés de l'usine relative à des niveaux élevés d'exposition aux COV, et au benzène en particulier.

Sur la base des valeurs déclarées par l'exploitant, les valeurs annuelles d'émissions dans l'environnement de COV et de benzène pour l'année 2024 sont conformes aux valeurs limites réglementaires prescrites par AP du 16/05/2018.

Néanmoins, les valeurs relevées au cours des campagnes de surveillance environnementale en 2024 mettent en évidence des valeurs au-delà de celles habituellement relevées ; selon l'exploitant, elles seraient liées en partie à des problèmes d'étanchéité d'un bac de produit pétrolier, qui a été mis hors service en décembre 2024, et aux opérations de mise à disposition des équipements qui ont précédé le grand arrêt des unités du site, en début d'année 2024. Les résultats des prochaines campagnes de surveillance permettront de l'infirmier ou le confirmer.

Plusieurs non-conformités ont été relevées :

- les valeurs limites de rejets des effluents liquides dans le milieu naturel n'ont pas été respectées pour plusieurs paramètres durant le mois de mars 2024 ;
- l'Inspection n'a pas été tenue informée des nombreux dépassements des valeurs de référence du benzène, relevées lors des campagnes de mesures de surveillance environnementale en 2024 ;
- le fonctionnement des portes de la salle de contrôle n'est pas conforme aux objectifs visés.

Des justifications sont donc demandées à l'exploitant sur les points susvisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont le niveau d'émission est supérieur aux seuils visés à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte. - dont l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) couplée à une première interprétation de l'état des milieux ont mis en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale. <p>La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : benzène, cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène. ...</p> <p>Dans le cas de campagnes de surveillance ponctuelles, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).</p> <p>Art 4.1 AP du 02/05/2022</p> <p>la surveillance environnementale prévue à l'article 10.2.1.2 de l'AP du 16/05/2018 .. comporte pour le benzène : pendant les 5 premières années, à compter de la notification du présent arrêté, la réalisation de 8 campagnes de prélèvements par an d'une durée minimale d'intégration de 14j au niveau de 7 points de mesures repérés en figure 1 de l'annexe 3</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 06/02/25 les résultats des campagnes de surveillance environnementale menées au titre de l'année 2024.</p> <p>8 campagnes d'une durée minimale de 14 jours ont été menées au niveau des 7 points de mesures, conformément aux dispositions prévues par l'article 10,2,1,2 visé en référence, complétées par celle de l'article 4.1 de l'APC du 02 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Programme de surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des anomalies
Prescription contrôlée : Afin d'avoir une vision dynamique des pics de pollution et des actions qui peuvent être menées face à ces situations ponctuelles, l'exploitant, au regard des valeurs de référence (bruit de fond, VTR, valeurs guides, seuils olfactifs...), définit pour chaque polluant surveillé les valeurs pour lesquels il considère une mesure comme anormale et nécessitant une action de réduction des émissions. Dès notification du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre des actions correctives associées en cas de dépassement des substances mesurées par rapport à ces valeurs de référence, y compris pour les mesures réalisées par le réseau de mesure de la qualité de l'air. Sous un an à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant définit une méthodologie de gestion des anomalies des émissions atmosphériques permettant de : <ul style="list-style-type: none">- formaliser la transmission de l'information des anomalies mesurées (fiche type par exemple, mailing, etc.) ;- déterminer l'origine de l'anomalie et corrélérer le cas échéant des mesures observées avec les données d'autosurveillance, les périodes de dysfonctionnement des installations potentiellement émettrices (fuite d'équipement, indisponibilité d'installations de traitement) ;- proposer et mettre en œuvre des mesures de réduction des effets sur la santé des populations ;- proposer et mettre en place un suivi renforcé pour suivre l'efficacité des mesures définies. Cette gestion des anomalies est à mettre en œuvre dès démarrage de la surveillance environnementale, telle que mentionnée à l'article 10.2.1.2 supra.
Constats : Le programme de surveillance environnementale du site (QEHRI, Rev 0, du 03/09/2024) précise que : <ul style="list-style-type: none">• lorsqu'un seuil de concentration en benzène de 10 µg/Nm³ est dépassé sur un des points de prélèvement de la surveillance environnementale, des investigations sont immédiatement menées par les équipes d'exploitation et de maintenance, sauf si la cause du dépassement est clairement identifiée (par exemple, lors des opérations de dégazage des unités pendant les Grands Arrêts, ou si la cause a été identifiée lors des mesures précédentes).• Tout dépassement de seuil fait l'objet d'une information écrite à l'inspection des installations classées. Or, bien que les résultats des campagnes de mesures menées en 2024 mettent en évidence un dépassement régulier du seuil de 10 µg/Nm ³ de Benzène sur plusieurs points de mesure, et cela dès le mois de janvier 2024, aucune information n'a été faite à l'Inspection. Cela caractérise une non-conformité aux dispositions de l'article 10.2.1.3 de l'AP du 16 mai 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera les conditions dans lesquelles il entend informer dorénavant l'Inspection en cas de dépassement du seuil de concentration en benzène de 10 µg/Nm ³
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Norme qualité de l'air en Benzène

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2010, article R222-1
Thème(s) : Risques chroniques, Normes qualités de l'air
Prescription contrôlée : II.-Les normes de qualité de l'air, déterminées selon des méthodes définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement, sont établies par polluant comme suit : 7. Benzène : a) Objectif de qualité : 2 µg/ m ³ en moyenne annuelle civile ; b) Valeur limite pour la protection de la santé humaine : 5 µg/ m ³ en moyenne annuelle civile.
Constats : Il convient tout d'abord de rappeler que la valeur de 5 µg/ m ³ visée en référence est à considérer en moyenne annuelle civile d'une part ; or, les campagnes de surveillance de l'exploitant ont lieu sur 18 semaines et non sur 365j par an. De plus, elles sont à considérer comme des valeurs limites pour la protection de la santé humaine dans l'environnement, et non comme des valeurs limites d'exposition professionnelle. Or, les points de prélèvement mesurés par TERF sont situés à l'intérieur des limites du site. Néanmoins, les résultats des campagnes de surveillance environnementales réalisées en 2024 et transmis à l'Inspection par courriel du 06/02/24 mettent en évidence des valeurs en benzène supérieures à cette valeur de 5 µg/ m ³ . Ces dépassements concernent plus particulièrement le point 4, situé à proximité d'un bac (B015) suspecté d'en être à l'origine (défaillance probable au niveau d'un joint). Il est mis hors exploitation et platiné depuis le mois de décembre 2024, ce qui a pu être constaté visuellement sur le terrain pendant l'inspection. Les prochaines campagnes de mesures permettront de confirmer une baisse des concentrations en benzène mesurées au niveau de ce point 4. Par ailleurs, des valeurs supérieures à celles habituellement mesurées sont également relevées au niveau de plusieurs points (1, 4, 5 et 7) pendant les campagnes de surveillance de janvier et février 2024. Ces valeurs sont liées, d'après l'exploitant, aux opérations de mise à disposition des équipements ayant précédé le grand arrêt. L'inspection constate en effet qu'à l'exception du point 4 (cf explications ci-dessus), les valeurs mesurées en dehors de ces périodes sont inférieures à 5 µg/m ³ pour l'ensemble des points de mesure. Enfin, une visite sur le terrain au niveau du bassin de décantation 13 a mis en évidence des valeurs mesurées par des appareils portatifs supérieures à 50 ppm en COV. L'exploitant précisera si ces valeurs sont habituelles et dans le cas contraire, les raisons qui pourraient en être à l'origine, accompagnées de propositions d'actions correctives. Ces différents constats amènent aux conclusions suivantes : 1 - le travail actuellement mené par l'exploitant pour réduire les émissions de COV au niveau du site, et plus particulièrement au niveau des bassins API, doit être poursuivi. Des justifications pour évaluer l'efficacité des mesures prises sont par ailleurs attendues par l'Inspection (cf visite d'inspection du 06-11-24). Il est à noter que l'exploitant prévoit la mise en place de détecteurs mesurant les COV en permanence tout autour des bassins de décantation 4 et 13 à l'horizon 2025-2026, ce qui lui permettra d'agir plus rapidement à la source des émissions. Des prescriptions complémentaires seront proposées prochainement pour encadrer leur réalisation, et demander une amélioration du dispositif de surveillance environnemental.

2 – Concernant les valeurs liées aux opérations de mise à disposition des équipements du site, il est attendu que l'exploitant transmette à l'Inspection dans un délai de 60 jours suivant la réception du présent rapport, une analyse de risque et des propositions pour limiter les émissions de COV au niveau des effluents aqueux et gazeux durant ces phases transitoires. Il est notamment attendu des précisions :

- pour limiter le débit d'envoi des purges des bacs B21 et B24 vers les bassins API (afin d'éviter notamment des pics de concentration qui pourraient affecter le bon fonctionnement de la station de traitement des effluents aqueux) ;
- sur les modalités d'inspection des réseaux de drains (procédures de contrôle de l'étanchéité ...) avant et pendant les opérations de mise à disposition ;
- sur la nature des ballons de drain situés au niveau des unités (simple ou double enveloppe, pompe automatique...), leurs équipements de sécurité (détecteurs HC alarmés, niveau haut....) et alarmes associés ;
- sur les procédures prévues pour assurer le creux disponible au niveau des ballons de drains et des bacs de slops B21 et B24. Les valeurs (en max horaire) des niveaux de remplissage enregistrées durant les opérations de mise à disposition des unités seront adressées à l'Inspection ;
- sur les possibilités d'optimisation des opérations de mise à disposition. A cet effet, le planning de l'arrêt 2024, faisant apparaître les durées de mise à disposition des équipements, sera transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. positionnement sur la représentativité des valeurs mesurées en COV au niveau du bassin de décantation 13 (> 50 ppm) durant l'inspection (et le cas échéant, origine et actions correctives prévues accompagnés d'un échéancier de mise en œuvre) **dans un délai de 15 jours** à compter de la réception du présent rapport ;
2. analyse de risque et propositions de mesures pour limiter les émissions de COV au niveau des effluents aqueux et gazeux **pendant les opérations de mise à disposition du site dans un délai de 60 jours à compter de la réception du présent rapport** ;
3. transmission à l'inspection **sous 15 jours** du planning de l'arrêt 2024, faisant apparaître les durées de mise à disposition des équipements ;
4. information de l'Inspection des Installations Classées de la date de la prochaine campagne de mesure qui permettra de confirmer la baisse des concentrations en benzène mesurées au point 4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours et 15 jours

N° 4 : Valeurs limites d'émission en flux de Benzène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article Annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets atmosphériques des effluents

Prescription contrôlée :

Tableau 4 : Valeurs limites d'émission en flux massiques annuel de l'ensemble des émissaires de l'établissement (canalisés et diffus):

COV : 270t/an dont benzène 5,53t/an

Constats :

Le bilan 2024 (provisoire) présenté par l'exploitant lors de l'inspection indique une valeur d'émission annuelle en COV estimé à 150 t (il manque les émissions calculées liées au grand arrêt) dont 1,7 t en benzène. Ces valeurs sont à ce stade conformes aux seuils réglementaires fixés dans l'AP du 16 05 2018 visé en référence.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Teneur en benzène de la coupe C6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article Annexe 13
Thème(s) : Risques chroniques, Teneur en benzène de la coupe C6
Prescription contrôlée : Dispositions annexes à l'article 9.4.1 - Teneur en benzène de la coupe C6 La coupe C6 contenant du benzène et pouvant être utilisée en charge de la section Unifineur (dite « coupe GEXARO) contient moins de 5% volume de benzène.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si cette coupe C6 était toujours utilisée à ce jour comme charge de la section Unifineur et de préciser son volume de benzène.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier si la coupe C6 contenant du benzène est toujours utilisée comme charge de la section Unifineur et préciser son volume de benzène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Salle de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 8,3,1,2
Thème(s) : Risques accidentels, Salle de contrôle
Prescription contrôlée : Toutes les activités de conduites centralisées (utilités comprises) sont regroupées dans la zone Est. La salle de contrôle assure une protection suffisante pour permettre, en cas d'accident, la mise en sécurité de différentes unités et prévenir l'extension d'un sinistre. Les accès sont dégagés en permanence et la salle de contrôle assure une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de surpression, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.
Constats : Il est constaté durant la visite terrain de l'inspection le non fonctionnement en mode SAS des portes de la salle de contrôle, malgré plusieurs observations de la DREAL par le passé et la réalisation de travaux récents par l'exploitant. Selon l'exploitant, des réparations sont prévues dans les jours qui suivent l'inspection. L'exploitant confirmera leur bonne réalisation sous 7j, faute de quoi une mise en demeure sera proposée à M. Le préfet pour faire cesser cet état de non conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser les travaux permettant d'assurer le fonctionnement en mode SAS des portes de la salle de contrôle et transmettre les justificatifs à l'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 4,4,9
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : Article 4.4.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas d'une auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle et ne s'appliquent pas aux mesures de température des rejets au-delà de 32 °C. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les prélèvements et mesures sont réalisés conformément aux normes en vigueur fixées par les arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 7 juillet 2009. Article 4.4.9.1. Rejets dans le milieu naturel L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux indiquées en annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Les valeurs limites de rejets dans le milieu naturel en concentrations/et ou flux en hydrocarbures, DCO, DBO5 et MES définies en annexe 3 de l'AP du 16/05/2018 n'ont pas été respectées sur le mois de mars 2024 (que ce soit par rapport aux critères des 10 % ou du double de la VLE définis par l'article 4.4.9 de l'AP visé en référence). En lien avec la fiche de constat 3, l'exploitant précisera sous 60 jours les causes identifiées de ces dépassements, et les actions correctives prévues pour éviter qu'ils ne se reproduisent dans des situations similaires. Il justifiera par ailleurs l'absence d'impacts de ces dépassements sur le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ol style="list-style-type: none">1. Préciser les causes identifiées des dépassements des VLE de rejets dans le milieu naturel en concentrations/et ou flux sur les paramètres hydrocarbures, DCO, DBO5 et MES et les actions correctives prévues pour éviter qu'ils ne se reproduisent dans des situations similaires (en lien avec la fiche de constat 3)2. justifier l'absence d'impacts de ces dépassements sur le milieu naturel
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours